

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

CRIME

Commis par deux professionnels, l'assassinat d'un député de la nation, femme et mère de famille, n'est pas seulement révoltant.

La mort de Yann Piat, qui eut le courage de quitter le Front national lorsque le racisme de son chef fut pour elle un fait avéré, ne doit pas seulement provoquer des réactions indignées.

Ce crime n'est pas un fait isolé. Il s'inscrit dans une série d'attentats qui frappe certains élus de la Côte d'Azur, et il fait suite à l'assassinat dans des circonstances similaires de Jacques Roseau - porte-parole très connu des rapatriés d'Algérie.

Jacques Roseau a été tué sous un gouvernement de gauche. Yann Piat sous un gouvernement de droite. Cela signifie que rien n'a changé en matière de sécurité publique et de protection des personnes effectivement menacées. Depuis un an, M. Pasqua prétend défendre l'ordre public en faisant la chasse aux immigrés clandestins et en expulsant de malheureux réfugiés. Mais le crime organisé prospère.

Quand cessera-t-on de mener une politique sécuritaire qui empêche la protection des citoyens ?

DIALOGUE

De Gaulle

et le

comte

de

Paris



CRÉDIBLES

Depuis plusieurs années que je reçois votre journal, je dois vous dire à quel point j'apprécie aujourd'hui son ton, ses analyses et ses propositions. Votre détermination constante, malgré les divers problèmes qui existent au sein de la famille de France, et votre recul sur les événements assurement une crédibilité indiscutable à votre mouvement.

Alors bon courage pour votre combat. A vous lire fidèlement tous les quinze jours.

B.V. (Le Havre)

RETOUR

Je suis un ancien militant de la NAF (1970-1972). J'étais « chef des ventes » pour le XVI^e arrondissement. Je suis parti en 72-73 persuadé que l'écologie anti-nucléaire avait provisoirement plus d'importance que tout le reste, y compris la NAF ! Je reviens aujourd'hui à la NAR parce que j'estime que la guerre civile entre communautés est devenu le principal danger qui nous guette au XXI^e siècle, et que seul un roi peut éviter les pièges et être l'arbitre dont notre société a besoin. Bon courage.

J.-L. V. (Aude)

LAÏCISATION

Une seule école : l'école publique, laïque et gratuite ! La NAR a fait part de son opposition à la révision de la loi Falloux et de son attachement à l'école de l'égalité qu'est l'école publique. Mais, dans le même temps, elle a aussi rappelé sa défense de l'enseignement privé.

Depuis 1959, et la loi Debré qui, pour Philippe Toussaint, le président fanatique de l'UNAPEL - qui va même jusqu'à gêner la hiérarchie catholique - démontrerait que l'État confie à l'enseignement privé une mission de service public, les différents gouvernements, y compris celui dont faisait partie M. Rocard en 1984, ont cherché à nous faire croire que l'enseignement privé aux côtés de l'enseignement public faisait partie d'un grand service public d'enseignement.

L'enseignement privé peut choisir ses élèves, ses professeurs et ses lieux d'implantation : c'est tout le contraire d'un service public.

L'école de l'égalité et de l'intégration ne peut donc être privée.

L'enseignement privé cherche par tous les moyens à obtenir une égalité de traitement avec le public et dans le même temps veut garder sa spécificité.

L'enseignement privé sous contrat reçoit des fonds publics grâce à la loi Falloux, loi trop souvent contournée ou violée, même

M. Lang admet le faire dans sa bonne ville de Blois. De plus ses professeurs sont payés par l'État en échange de quoi ils appliquent les programmes de l'Éducation Nationale.

L'enseignement privé hors contrat, surtout à caractère professionnel, reçoit proportionnellement la plus grande part des taxes d'apprentissage. Ainsi de multiples fonds publics sont affectés à l'enseignement privé.

Les contribuables paient donc pour que l'école de la Nation soit en concurrence avec une école privée qui n'a des contraintes que limitées - un peu comme si P.S.A. avait été financé pour faire concurrence à la régie Renault.

Un État laïque, soucieux de l'égalité des chances ne peut donc financer une école qui n'apporte aucune garantie quant à ces valeurs.

Pour permettre l'égalité de tous devant l'éducation, il faut exiger l'abrogation de toutes les lois antilaïques (loi Debré, loi Rocard, ... et loi Falloux bien sûr) et l'intégration de l'école privée dans le domaine public pour qu'existe pleinement un grand service public d'enseignement doté de moyens dignes de ce nom.

P. E. (Amiens)

ÉCOLE

Dans *Royaliste* vous avez écrit : « L'égalité entre les deux écoles est un leurre, l'enseignement public étant soumis à des obligations dont le privé est dispensé... ».

J'habite un petit village et tout près une famille très défavorisée va à l'école privée (gratuitement) l'école publique ne voulant plus en accepter les enfants.

Vous dites que l'école privée ne s'implante pas dans les quartiers défavorisés, mais vous avez manifesté contre la loi qui aurait permis de le faire...

Si l'enseignement public était valable partout, l'enseignement privé disparaîtrait, car je connais peu de familles disposées à payer cher ce qu'elles peuvent avoir gratuitement !

H.R. (Maine et Loire)

INCARNATION

Je voudrais vous faire part de quelques réflexions sur la situation de la part d'un vieux (par les os) mais toujours ardent royaliste.

- Chaque jour se vérifie un peu plus une des réflexions de Maurras : « La République affaiblit la France parce qu'elle l'enlaidit et la déshonore par l'abandon des valeurs qui font sa force ».

- St-Paul écrit : « Si le Christ n'est pas ressuscité nous sommes les plus malheureux des hommes ». Si l'idée royaliste n'est plus incorporée par un Prince de la Maison de

France, que sont les royalistes devenus ?

- Pourquoi ne pas organiser des États Généraux du royalisme, et sommer l'Héritier d'y assister, de justifier son inexistence politique et dynastique, soit en s'engageant à reprendre le flambeau soit en le passant officiellement à son fils, comme l'a souhaité M^{gr} le comte de Paris qui nous a si bien guidé tous plus d'un demi-siècle.

Cela écrit, bravo pour votre combat contre le faux nationalisme des bourgeois qui nous gouvernent si mal. Et vive le Roi !

R. V. (Leucate).

« PSEUDO ROYALISTE »

Je vous demande de ne plus m'adresser les exemplaires gratuits de votre journal dit « *Royaliste* ».

Ce dernier n'est en effet qu'une profession de foi socialo-gauchiste et qui n'a aucun rapport avec l'idéal royaliste. Votre titre prête à confusion et peut tromper quelque temps quelques naïfs, mais pas très longtemps surtout quand on lit vos appels à la subversion.

Seule la Noblesse, la vraie, pas celle de la gauche-caviar, la Noblesse qui a fait la France telle qu'elle est aujourd'hui, Celle qui défend l'intégrité nationale du territoire, la culture et les traditions, et refuse de se mélanger dans un mondialisme malsain peut prétendre à s'appeler Royaliste, mais surtout pas vous qui professez vos odieuses idées gauchistes. Le « patronage » de Chantal de France ou du comte de Paris ne vous donne aucune caution, ces derniers n'étant pas aux yeux de la Noblesse Française un « certificat de garantie ».

Je vous adresse, Monsieur, mes salutations qui ne seront sûrement pas distinguées.

F. de V. (Tarbes)

Nous n'avons pas résisté au plaisir de communiquer à nos lecteurs cette plaisante missive. En dépit de son aspect caricatural nous en garantissons l'authenticité absolue - usage des majuscules compris - et nous tenons l'original à la disposition de ceux qui ne pourraient y croire. Y.A.

JEUNESSE

Chère équipe de la NAR, je suis vraiment navrée de ne pouvoir faire plus en vous adressant ce réabonnement, sans doute le dernier en raison de mon grand âge (88 ans) et de ma mauvaise santé. Je remercie très fort toute l'équipe pour l'intérêt constant que donnent ses articles et lui souhaite de tout cœur une bonne santé et la réussite de tous ses projets.

Votre vieille amie.

J.-M. Z. (Ste Geneviève des Bois).

Avantages

Impayable, ce patronat !

Les largesses de M. Balladur ne suffisent pas au patronat et à ses alliés : ils exigent maintenant la réduction de la protection sociale.

Le patronat n'est pas une entité mythique : c'est un groupe de pression qui a ses représentants, ses alliés, ses publications et, à défaut de doctrine, ses revendications. Pour en savoir plus que ce qui est distillé en petites phrases sibyllines par M. Perigot sur les trois marches de Maignon, il faut se plonger dans les bulletins patronaux, et notamment dans *Actualités* que publie l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Lecture austère, mais édifiante. Qu'y apprenons-nous en effet ?

- D'abord que le gouvernement n'a pas fait de cadeaux au patronat, car le remboursement de la TVA est « un dû et non une subvention » (1) et que les exonérations de charges sociales ont été compensées par des augmentations de charges fiscales (impôts locaux, taxes pétrolières) et sociales (cotisations de l'UNEDIC). Donc le patronat empoche en faisant la grimace : 45 milliards ont été versés, mais c'était une dette, et le solde (estimé à 50 milliards, représente une créance des entreprises sur l'État. Un point c'est tout et ils ne disent même pas merci.

- Ensuite que ce « dû » (pas encore complètement versé) ne peut être lié au problème de l'emploi car les entreprises en danger sont bien obligées de licencier. Non seulement on ne dit pas merci mais on trouve M. Balladur insupportable : le Premier ministre paie, et il demande une contrepartie ! Ces hommes politiques sont inouïs, mon cher Perigot.

- Enfin et surtout, que la protection sociale est beaucoup trop forte en France et en Europe. Tel est l'argument central de la campagne que mène le patronat et ses alliés - notamment Raymond Barre qui dénonce les « rigidités du marché du travail » et le fait que les charges sociales augmentent les coûts de production. Et notre bulletin patronal de surenchérir : « Les contraintes qui enserrant le marché du travail et nos régimes de protection sociale sont devenues anachroniques à l'heure de la compétition internationale exacerbée : elles pèsent sur l'emploi sans guérir le chômage (2) ».

Cette campagne n'est pas seulement insoutenable dans son principe (liberté totale pour le patronat, soumission totale pour les salariés) et dans ses effets sur le tissu social. Elle est illogique, pour ne pas dire idiote, au regard des nécessités mêmes de l'économie.

On ne peut pas dire qu'il faut réduire la protection sociale tout en se félicitant, comme le bulletin de l'UIMM, du rôle important joué par les transferts sociaux dans le soutien à la consommation.

Plus généralement, on ne peut pas dire que la reprise est fonction de la demande, aujourd'hui défailante, et souhaiter tout à la fois la réduction des allocations sociales, la rigueur salariale (ou même la baisse des salaires), et une « flexibilité de l'emploi » qui se traduit par du travail à temps partiel et par des licenciements - donc là encore par une baisse de la demande.

Mais que pèse la logique, lorsqu'on se préoccupe essentiellement du profit ?

Sylvie FERNOY

(1) *Actualités*, n° 123, page 23. Il s'agit certes d'un dû, mais le remboursement anticipé de cette dette offre 45 milliards de trésorerie aux entreprises.

(2) *Actualités*, n° 123, page 3.

Troubles

Flics ou boucs ?

Les flics ne veulent pas servir de boucs émissaires dans les conflits sociaux. Et ils ne veulent pas être victimes des fautes de commandement. Deux revendications légitimes...

« Édouard m'a tué... »
L'accusation désormais célèbre lancée par M. Rousselet au lendemain de son départ forcé de Canal Plus risque, si le gouvernement n'y prend garde, de devenir une sinistre réalité. Je m'empresse de dire que M. Balladur n'est pas homme à faire du mal à la moindre mouche (1). Mais il est le chef d'un gouvernement dans lequel sévit M. Pasqua, ministre de l'Intérieur et donc responsable du maintien de l'ordre. Or le dit ministre, qui s'est taillé une réputation de super-flic, n'est pas si bon que ça.

D'abord parce qu'il mène sa poli-



tique à lui : il laisse partir deux terroristes iraniens au grand dam des Suisses, il invite de hautes personnalités irakiennes - ce qui, avant les élections, aurait fait hurler la droite tout entière et déclenché un beau tonnerre médiatique...

Mais aussi parce qu'il ne contrôle pas, ou mal, les autorités qui sont chargées du maintien de l'ordre sur le terrain. On le voit dans les banlieues, où le cycle contrôle policier, tir-à-tuer, manifestation, répression, s'enclenche de manière quasi automatique sans que l'Intérieur décide de changer sa politique de sécurité publique. On l'a aussi constaté lors des violentes manifestations des marins-pêcheurs, notamment à Rennes : alors que le déroulement des événements était prévisible et avait été prévu par les services compétents, alors que la présence du Premier ministre dans la ville

augmentait les risques, les responsables du maintien de l'ordre ont laissé la manifestation dégénérer en émeute dans le centre même de la ville. Résultat : des dizaines de blessés parmi les manifestants et les policiers.

De cela, la Fédération autonome des syndicats de police ne veut plus. Elle ne veut plus que des policiers soient touchés, parfois grièvement, faute de commandement adéquat. Et elle ne veut pas que des manifestants soient tués : « La FASP ne cautionnera pas un nouveau Malik Oussekine » a prévenu son secrétaire général qui a souhaité que les policiers ne soient pas pris pour les

boucs émissaires d'une politique sociale dont ils ne sont évidemment pas responsables. Le ministre de l'Intérieur aurait tort de croire qu'on est populaire et qu'on se fait obéir en roulant les yeux, en serrant les mâchoires et en faisant la chasse aux immigrés. Les temps changent. La lutte sociale est à l'ordre du jour. La peur des immigrés ne fait plus recette, c'est la peur du chômage qui obsède. Et la police fait partie de ces groupes sociaux qui sont chaque jour confrontés à la misère sociale. Les policiers font leur travail, mais n'en pensent pas moins... MM. Balladur et Pasqua peuvent se faire du mouron.

Annette DELRANCK

(1) Sauf sous la forme métaphorique de la sodomisation des diptères dont le spectacle télévisé (par exemple à L'Heure de Vérité) ne déclenche pas de mimésis érotique mais, au contraire, une somnolence généralisée.

Le livre de la princesse Chantal de France

Princesse et citoyenne

Bousculant les préjugés, la princesse Chantal de France porte loi un regard empreint de simplicité sur son pays en crise, sur l'Europe de l'après-communisme, sur la misère, la violence économique et sur toutes les contradictions de l'époque. Elle esquisse un projet de société et montre la possible synthèse entre tradition et modernité.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « Princesse et citoyenne » au prix de 140 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Impayable, ce patronat ! - Flics ou boucs ? - p.4 : Vers un pôle multimédia - p.5 : Allons z'en Chine - p.9/7 : De Gaulle - Comte de Paris : Dialogue sur la France - p.8 : Des hommes devant l'épreuve - Échec au prof ! - p.9 : Que retenir de l'affaire Dreyfus ? - p.10 : La fin d'une certaine Europe - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le basculement.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. par. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Vers un pôle multimédia

Édouard Balladur aurait pu choisir une autre émission que l'Heure de vérité pour affirmer que ni lui, ni son gouvernement, n'était à l'origine de la démission d'André Rousselet de ses postes d'administrateur d'Havas et de P-DG de Canal plus.

Les débuts de la crise remontent à juin 1993. Depuis cette date, une loi présentée sur la pression de TF1, par Alain Carignon, ministre de la Communication, autorise les actionnaires de chaînes de télévision à porter le montant de leur participation - jusque là limité à 25 % - à 49 % du capital. Pour éviter que les deux principaux actionnaires de Canal plus, Havas à hauteur de 23 % et la Générale des eaux pour 20 %, ne se livrent à une guerre sans merci pour le pouvoir, un accord s'esquisse selon lequel la Générale des eaux échangerait ses actions de Canal plus à Havas contre des actions Havas. Outre l'avantage pour la Générale des eaux de devenir le principal actionnaire d'Havas, ce schéma avait le mérite de mettre Canal plus hors de portée d'une OPA inamicale. Mais le premier ministre s'y est opposé car la mise en oeuvre de cette configuration enterrerait l'insolente réussite de Canal Plus et son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Jacques Friedmann, PDG de l'UAP et complice depuis toujours de Chirac et Balladur, est alors chargé du dossier.

Ce simple épisode suffit pour montrer à quel point le gouvernement, et Édouard Balladur en personne, ont trempé dans cette affaire et amène à approuver la victime lorsqu'elle lance son maintenant

fameux apostrophe « Édouard m'a tué ». Ce qui est critiquable ce n'est pas tant d'avoir mis à l'écart André Rousselet, que de l'avoir fait dans ces conditions et de ne pas le reconnaître ouvertement. Car l'éviction du PDG de la chaîne cryptée répond à une logique de politique industrielle.

Le Premier ministre, chantre officiel du libéralisme, peut en effet difficilement admettre être intervenu dans la restructuration du capital de Canal plus afin d'offrir à l'État la possibilité de devenir le maître d'oeuvre d'un pôle multimédia d'où, sinon, il aurait été absent.

Au-delà des querelles de personnes, deux logiques s'affrontent. Celle libérale, d'André Rousselet, l'ami du président socialiste, et celle, interventionniste, d'Édouard Balladur, premier ministre libéral.

André Rousselet voulait poursuivre la politique qu'il avait entamée voilà bientôt dix ans, et qui réussissait. Il était parvenu à hisser sa chaîne au plus haut rang et en avait fait une entreprise de communication à la dimension internationale convoitée par les entreprises américaines multimédias. Il voyait d'un mauvais oeil l'arrivée de l'État.

D'autant plus que ce dernier, de son côté, avait lamentablement échoué. On ne peut pas dire en effet que le Plan câble ait été une réussite. La politique absurde de France Télécom, qui a consisté à implanter des câbles sans prendre en compte l'aspect commercial, en est pour partie responsable. Le désintérêt de la Lyonnaise des eaux - pourtant principal actionnaire des chaînes câblées - qui s'est lancé dans la télévision comme elle se serait lancée dans l'exploitation de n'importe quel produit et son manque de perspectives ont fait le reste.

D'où l'amertume d'André Rousselet. Mais, dans la logique gouvernementale qui est la création rapide d'un pôle de communication capable d'intégrer toutes innovations techniques actuelles et à venir, le regroupement d'entreprises spécialisées dans des secteurs différents comme la télévision, la publicité, le cinéma, la presse, mais aussi la fabrication et l'installation de câbles est une nécessité. La route suivie par André Rousselet risquait fort, dans cette perspective, de conduire à l'impasse. Canal plus se serait rapidement trouvé isolé et aurait été obligé de passer des accords.

La victoire de Balladur permet donc de gagner du temps, car, dans cette nouvelle structure, tous les secteurs concernés sont aujourd'hui rassemblés de France Télécom à Canal plus en passant par la Société générale, la CLT, le tout chapeauté par la Générale des eaux.

Trois inquiétudes demeurent cependant. L'absence d'Alcatel-Alsthom, premier fabricant mondial de câbles, laisse mal augurer de l'avenir du projet si, d'ici peu, ce groupe n'y est pas associé. Le gouvernement pourrait le faire entrer dans le jeu en profitant de la privatisation de France Télécom. D'autre part, l'existence d'arrière-pensées politiques peut faire naître des divergences que le gouvernement, à la fois juge et partie, serait bien en peine d'arbitrer. Enfin, la faible marge de manoeuvre du gouvernement quant à sa politique budgétaire risque de transformer l'atout que constitue la logique Balladur face à la logique Rousselet, en point faible.

Les bouleversements intervenus dans le domaine de l'audiovisuel depuis six mois sont les prémices d'une révolution de grande ampleur qui pourrait bouleverser l'ensemble du paysage industriel français. D'où la nécessité de réussir. Hélas ! le gouvernement ne semble pas mettre toutes les chances de son côté.

Nicolas PALUMBO

BRÈVES

♦ **LIECHTENSTEIN** : Lors de son discours du trône, prononcé le 9 février dernier pour l'ouverture de la Diète liechtensteinoise, le prince souverain Hans-Adam II a fait part de son intention de modifier la Constitution afin de rendre possible l'abolition de la monarchie. Certes, le prince régnant n'a pas dit qu'il le souhaitait, mais, connu pour ses convictions libérales et démocratiques, il veut qu'une telle éventualité soit légalement possible pour laisser le peuple libre de décider dans l'avenir de la forme du régime.

♦ **JAPON** : En visite dans l'île d'Ogasawara, l'impératrice Michiko semble avoir retrouvé l'usage de la parole. Elle s'est entretenue d'une voix faible mais claire avec les quelque six cents habitants de l'île. L'épouse de l'empereur Akihito avait perdu l'usage de la parole après s'être évanouie au palais impérial le 20 octobre 1993, jour de son cinquante-neuvième anniversaire. Cette défaillance soudaine avait été alors attribuée à des critiques distillées par la presse sur son comportement avec son personnel. Les milieux officiels japonais espèrent que leur souveraine sera tout à fait rétablie lors de ses prochains voyages officiels, aux États-Unis d'abord, puis en France et en Grande-Bretagne au début de l'automne.

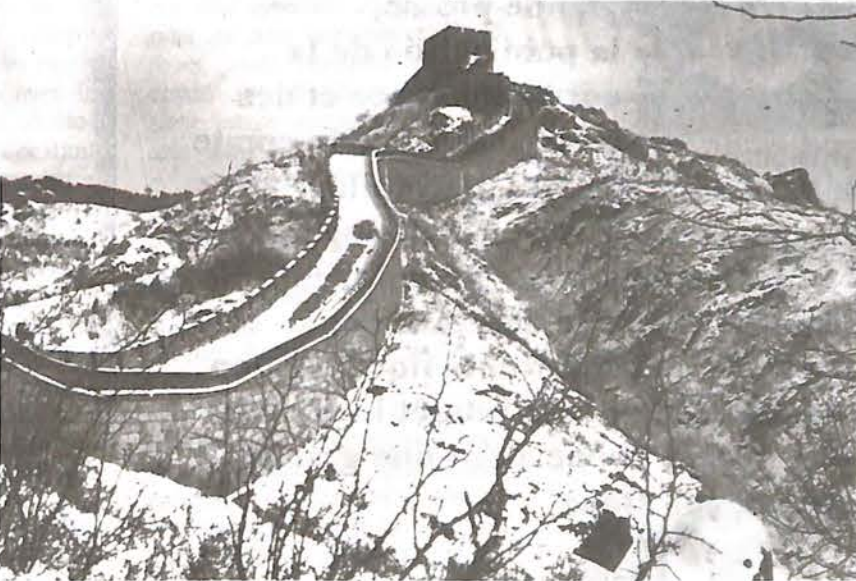
♦ **ESPAGNE** : L'un des proches de la famille royale espagnole vient de s'éteindre à Madrid des suites d'une longue maladie. Don Beltran Alfonso Osario y Diez de Rivera, dix-huitième duc d'Albuquerque est décédé le 8 février dernier, à l'âge de soixante-quatorze ans, soit près d'un an après la disparition de celui qu'il servait toute sa vie durant, le comte de Barcelone. En effet, pendant trente-six ans, le duc d'Albuquerque fut chef de la Maison de don Juan de Bourbon, faisant le lien entre le père de Juan Carlos et l'Espagne pendant les années d'exil, participant ensuite aux négociations délicates avec Franco, avant de demeurer jusqu'à la fin l'ami fidèle et dévoué. « Beltran ne m'a jamais fait défaut. C'est un esprit pur, loyal, qui ne connaît pas la doute » disait le lui le comte de Barcelone.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : La reine Elisabeth et le prince Philip ont entamé le 18 février une tournée de trois semaines dans les Caraïbes et quelques États d'Amérique centrale membres du Commonwealth. Au programme de ce voyage, l'île d'Anguilla, la Dominique, le Guyana, Belize, les îles Caïmans, la Jamaïque, les Bahamas et les Bermudes. La souveraine prendra la parole devant les parlements de ces différents pays. Mais la visite la plus délicate sera celle consacrée à Belize - ancien Honduras britannique - au moment où la Grande-Bretagne (qui assumait jusque-là la défense de ce petit pays d'Amérique centrale) est sur le point de retirer ses troupes. A partir du premier octobre prochain, Belize devra assurer sa propre sécurité, et les quelque mille six cents soldats britanniques, basés à Belize depuis 1948, devront avoir quitté le pays.

♦ **RUSSIE** : Le président russe Boris Eltsine, recevant à Nijni-Novgorod le premier Ministre britannique John Major, a annoncé officiellement que la reine Elisabeth avait accepté son invitation officielle à se rendre à Moscou au courant de l'année 1994. La visite d'État que la reine et le prince Philip effectueront sera une grande première, puisque parmi les chefs d'État européens, ils sont les seuls à avoir différé ce voyage. Depuis la Révolution bolchevique de 1917 et l'assassinat de la famille impériale, dont les liens familiaux avec les Windsor étaient très étroits, les souverains anglais répugnaient à se rendre à Moscou.

Allons z'en Chine

Il ne faut pas se faire d'illusions sur la reprise des relations avec Pékin. Il y a trente ans, le général de Gaulle reconnaissait la Chine populaire dans le cadre d'une vision politique globale. Aujourd'hui celle-ci fait défaut ou n'est pas exprimée.



annihilée par la révolution culturelle. Aujourd'hui, la situation internationale est pratiquement renversée avec l'isolement de la Russie et la capacité d'arbitrage des États-Unis, sinon de l'ordre mondial, du moins de l'ordre en Asie, entre Chine et Japon, Chine et pays de l'ANSEA (1) voire entre Chine et Viêt-nam.

L'intérêt des États-Unis et du Japon est de pousser au maximum les interactions avec le monde chinois afin d'éviter toute dysharmonie. La croissance chinoise pousse actuellement la croissance en Asie, freinée par l'arrivée à maturité du système japonais. La surchauffe constatée dans une économie limitée et encore mal libérée oblige à des efforts de stabilisation qui peuvent aggraver les enjeux de la succession de Deng Xiaoping (2). Il ne semble pas que la direction d'ensemble doive être remise en cause mais les échéances sont susceptibles d'interprétation. Déjà selon les observateurs, la date d'émergence de la Chine comme première puissance économique mondiale varie entre

2010 et 2050. Les statistiques du FMI ont subi des réévaluations spectaculaires qui ont largement créé la surprise et, partant, l'engouement pour la Chine, mais qui affectent leur crédibilité. Au total on estime quand même à une génération, 25 ans, le temps nécessaire à la Chine pour parvenir au niveau de richesse que connaît Taïwan aujourd'hui.

A cette surestimation du court terme correspond une sous-estimation du long terme : compte tenu de la population chinoise, imagine-t-on en effet ce que cela représentera pour le monde ? Selon Paul Kennedy, l'auteur de « *Montée et déclin des grandes puissances* », rien de moins que la fin de l'ère moderne ouverte en 1500, avant le déclin de l'empire Ming auquel l'Europe s'est substituée comme civilisation la plus avancée dans le monde. C'est un monde tout nouveau qui se dessine. Déjà au début du siècle on avait imaginé que le Japon qui s'occidentalisait aurait choisi de faire cause commune avec la Chine qui souhaitait déjà se

réformer, mais ce fut la première guerre sino-japonaise (1895) conclue par l'acquisition de Formose (Taïwan) par le Japon puis bientôt la cession de Hong Kong à l'Angleterre (1898).

De telles perspectives qui, selon le mot fameux de Napoléon, feront trembler le monde, retardées d'un siècle, induisent un comportement tout différent de celui qu'Américains et Européens affectent pour aller en ordre dispersé négocier le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée ou des marchés aéronautiques.

Penser le monde ce n'est pas se choisir - sur quels critères ? - quelques partenaires privilégiés. La démarche balladurienne s'apparente sur le principe à celle de Cancun (3), mais à l'envers : Arabie Saoudite, Israël, Afrique du Sud, Mexique (post-ALÉNA) (4) - pour ne citer que les derniers visités par nos ministres - et en attendant la Chine, tenant lieu de Mexique (anté-ALÉNA), Algérie, Inde, Indonésie ou Afrique noire. Il faut au contraire concevoir une approche intégrée des grands défis géopolitiques. Quelques grands contrats d'équipement - financés sur crédits publics et garantis COFACE - ne doivent pas nous dispenser de courants d'échanges réguliers avec des pays de grande consommation, ni surtout d'un dialogue politique responsable avec le Japon et les États-Unis face au devenir d'une Chine à l'échelle du monde.

Yves LA MARCK

(1) Association des Nations du Sud-Est asiatique.

(2) A suivre : la carrière du vice Premier Ministre responsable de la politique économique, en même temps gouverneur de la Banque du Peuple (Banque centrale), M. Zhu Rongji, qui, venant de Shanghai, a peu d'appuis à Pékin mais à la charge du programme de stabilisation.

(3) François Mitterrand en 1981 à la Conférence internationale pour la coopération et le développement.

(4) ALÉNA : Accord de libre-échange nord-américain. Ce Marché commun nord-américain regroupe le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Réservez vos achats de livres à la librairie de Royaliste, vous contribuerez ainsi à notre équilibre financier.

Dialogue sur la France

Suscitant articles et commentaires dans la grande presse, la publication de la correspondance et des entretiens entre le comte de Paris et le général de Gaulle n'est pas passée inaperçue. Le dialogue, enfin révélé dans toute son ampleur, entre le Chef de la Maison de France et le fondateur de la V^e République est non seulement d'un haut intérêt historique mais il nous donne aussi une grande leçon de politique.



autrefois dévolues à l'institution royale.

Chez de Gaulle, les apports de la tradition républicaine sont reconnus et utilisés. Ils sont non seulement intégrés dans le patrimoine historique de la nation mais ils constituent *hic et nunc* le cadre mental dans lequel doit s'inscrire toute action politique raisonnable. Aussi, la noble aventure historique à laquelle le Général de Gaulle convie les Français ne peut être tentée sans leur consentement. D'où également les faiblesses de cette tradition ressenties par celui qui a vu les Français s'en remettre aux médiocres de la III^e République, se perdre à Vichy et s'abandonner dans les jeux de la IV^e. Son obsession politique sera par conséquent de rééquilibrer la tradition républicaine, de la redresser en faisant retour aux principes qui conditionnent l'existence de la France car de Gaulle sait que notre pays ne peut garder durablement quelque consistance sans un État

robuste, impartial et serviteur de la Justice.

Quant au comte de Paris, renouant avec l'inspiration première de la tradition orléaniste, il avait rompu depuis longtemps avec l'Action Française et marqué ses distances avec le monarchisme traditionaliste et contre-révolutionnaire. Selon lui, la vocation du royalisme moderne était d'intégrer l'apport républicain et d'apporter au pays la synthèse institutionnelle dont il a besoin depuis au moins un siècle.

Le dialogue sur la France entre les deux hommes n'est donc pas de circonstance et il n'est pas non plus l'effet d'un jeu mondain fait de pure politesse. Aurait-il été seulement tactique ? On se demande alors ce qu'aurait pu y gagner le Général déjà massivement plébiscité par les électeurs. Et le comte de Paris, dès 1964, ne ménage pas ses critiques vis-à-vis de la politique du Gouvernement couverte par l'autorité du chef de l'État. La crise de mai 68 est clairement annoncée par le Prince à un de Gaulle incrédule et quelque peu agacé par des remontrances qu'il juge en grande partie injustifiées.

Si le comte de Paris voit, avec amertume, le fondateur de la V^e République quitter le pouvoir en 1969, ce n'est pas seulement parce que ses chances sérieuses de lui succéder disparaissent définitivement. C'est surtout que la France ne pourra à l'avenir se poser la question de la dévolution de la charge suprême qu'en fonction de ce que le Général redoutait le plus : l'événement ou la routine.

Le prince avait bien perçu l'incapacité des successeurs du général à se montrer à la hauteur de l'héritage qu'ils avaient su capter et garder jalousement. De fait, la France fut gouvernée sans imagination et du départ de de Gaulle datent certainement nos blocages actuels et l'immobilisme de la classe politique. Sans doute, le vieux soldat avait-il pressenti tout cela et avait cherché d'autres solutions. Alors, de Gaulle a-t-il voulu restaurer la monarchie ?

Comme nous l'avons déjà souligné, d'un point de vue intellectuel, il n'y a chez lui aucun préjugé vis-à-vis de l'institution monarchique. Au contraire, sa critique de la IV^e République

l'amène à retrouver les grandes inspirations de notre monarchie nationale. Pourtant, il a restauré la République, prouvé son attachement aux valeurs républicaines, instauré l'élection au suffrage universel du chef de l'État. Mais, pour de Gaulle, rien de tout cela n'est incompatible avec une monarchie renouée, à la fois fidèle à sa tradition profonde et ouverte aux préoccupations de l'époque. En réalité, ce dialogue sur la France nous montre que cette monarchie-là est l'aboutissement logique de son œuvre de refondation des institutions - aboutissement logique et idéal : « *Je vous dois la vérité, Monseigneur : je crois profondément à la valeur de la monarchie, je suis certain aussi que ce régime est celui qui convient à notre pauvre pays déchiré par des régimes qui l'ont conduit à cet état navrant. J'en suis de plus en plus convaincu. D'ailleurs, pour défendre ce pays contre ses divisions intestines, sans cesse renouvelées, c'est une lutte perpétuelle, toujours nécessaire, qui doit être menée, pour le garder contre lui-même : c'est toute l'histoire de la monarchie. Mais comment le faire, comment ?* » (entretien du Prince avec le général de Gaulle, le 17 juin 1960 au Palais de l'Élysée).

Il est évident que les points d'orgue de ces correspondances et entretiens se manifestent lorsque le Général et le Prince examinent ensemble les moyens qui pourraient mener à l'incarnation de cet idéal. On l'a déjà dit : de Gaulle ne tirait aucun avantage à abuser le comte de Paris pendant toutes ces années. Reste la question : pourquoi cela ne s'est-il pas fait ?

Ma conviction est que, loin de retirer un bénéfice quelconque de cette complicité avec le comte de Paris, le Général de Gaulle y voyait plutôt une source d'inconvénients pour son action quotidienne et un début d'affaiblissement de sa position personnelle. Dénoncé par l'opposition comme un traîneur de sabre, un néo-dictateur tenté par le coup d'État et le pouvoir personnel, il prêtait davantage encore le flanc à la critique en favorisant publiquement l'arrivée au pouvoir de l'héritier d'une des familles ayant régné sur la France. Dans son propre camp, il ne manquait pas non plus de républicains sectaires ni d'ambitieux jaloux qui lui auraient finalement retiré leur soutien. Pouvait-il s'en passer au moment de la crise algérienne et lors des échéances de 1965 et 1967 ?

D'où les réticences du Général lorsque le comte de Paris souhaite être associé publiquement au pouvoir. Le Prince ne se verra confier aucune mission en Algérie et ne pourra même pas occuper le poste, pourtant modeste, de président de la Croix-Rouge.

D'où les encouragements prodigués au comte de Paris pour qu'il parvienne, par lui seul, à acquérir une stature d'homme politique écouté des Français. Mais le pouvait-il à l'écart des grandes machines des partis sans le soutien du Général ?

Dans cette affaire, il est clair que le Général de Gaulle a voulu tenter quelque chose mais que la conjoncture ne s'y prêtait guère. La solution monarchique le séduisait, elle pouvait être la phase ultime de la rénovation des institutions qu'il avait entreprise, mais sans doute a-t-il reculé devant l'incompréhension qu'il sentait autour de lui. Au détour d'une conversation, le



Général avait déclaré au Prince qu'un destin national se décidait en fonction des événements, de l'homme et de la volonté des Français. Pour tous ceux tentés par l'Histoire, aucun de ces trois termes n'est immuable, c'est pourquoi ils doivent toujours se tenir prêts. N'oublions pas non plus les derniers mots du dialogue écrits par le solitaire de Colombey au soir de sa vie : « *En ce qui me concerne, le terme est venu. Vous, Monseigneur, demeurez intact, clairvoyant et permanent, comme l'est, et doit le rester, pour la France, ce que Vous personnifiez de suprême dans son destin* ».

François VERRAZZANE

(1) Comte de Paris et Général de Gaulle - « Dialogue sur la France » - Fayard - Prix franco : 135 F (voir bon de commande en page 11).

Des hommes devant l'épreuve

De l'Affaire Dreyfus nous savons tout, ou presque. Mais les passions qu'elle déclencha méritent d'être encore et toujours méditées.

Parmi tous les ouvrages qui paraissent à l'occasion du centenaire de la condamnation du malheureux capitaine, une des approches les plus intéressantes privilégie les acteurs de l'Affaire, et d'abord son personnage principal : Alfred Dreyfus est devenu tellement symbolique qu'on aurait tendance à négliger cet officier laïque et républicain, ardemment patriote, qui souffrit dans son honneur, dans sa chair, et dans ses affections les terribles moments du procès, de la dégradation et du bagne. Heureusement réédité, le récit d'Alfred Dreyfus préfacé par Pierre Vidal-Naquet (1) est la meilleure introduction possible à cette affaire embrouillée.

Quant aux protagonistes de l'Affaire, nous avons appris à l'école que la gauche était pour Dreyfus et les droits de l'homme, et que la droite était contre par passion antisémite et militariste. L'équipe de la revue *Mil neuf cent* a eu l'heureuse idée de reprendre la question sous une forme inédite en s'interrogeant sur les raisons de ces engagements passionnément contradictoires.

Pour Jacques Julliard et les invités d'un colloque dont la revue publie les contributions (2), il ne s'agit pas d'examiner les rapports de force, ou de reprendre le vieux thème de la naissance des intellectuels, mais de se demander, tout simplement, comment les uns et les autres ont été amenés à prendre position. Tout simplement ? La politique n'est pas la guerre : ceux qui s'engagent dans un débat doivent, à la différence des militaires, prendre une décision sur le parti qu'ils adopteront. Or, sur les questions cruciales, les décisions ne sont jamais déterminées à l'avance. Julliard cite à cet

égard une réflexion très juste de Léon Blum, dans ses *Souvenirs sur l'Affaire* : « Toute épreuve est nouvelle et toute épreuve trouve un homme nouveau ». D'où les itinéraires surprenants de certains pendant la guerre d'Algérie (Jacques Soustelle par exemple) et sous l'Occupation (on y rencontra des Cagoullards résistants et des anarcho-syndicalistes germanophiles).

D'ordinaire on s'empresse d'expliquer ces choix, en apparence aberrants, par la psychologie ou par de bas intérêts. Il faut au contraire prendre le temps de refaire des cheminements intellectuels, et avoir l'humilité de reconnaître que l'évidence de certains choix n'apparaît qu'après coup. Tel est le cas pendant l'Affaire : le jeune Léon Blum croyait que son maître Barrès serait du camp dreyfusard, Jaurès s'est engagé tardivement, Clemenceau aurait pu être anti, l'ancien communaliste Rochefort a choisi le camp militariste, le socialiste Guesde ne s'est pas engagé. Mais Zola fut naturellement dreyfusard, par horreur de l'injustice et de l'antisémitisme, et Maurras (ici étudié par B. Renouvin) se situa évidemment dans le camp adverse - selon son fantasme antisémite (et antiprotectant) et parce que le désordre lui paraissait infiniment plus grave que l'injustice.

Dreyfus est innocenté, mais le débat provoqué par l'Affaire n'est toujours pas terminé.

Yves LANDEVENNEC

(1) Alfred Dreyfus - « Cinq années de ma vie » - La Découverte, 1994 prix franco : 145 F.

(2) *Mil neuf cent*, revue d'histoire intellectuelle (no 11) - « Comment sont-ils devenus dreyfusards ou anti-dreyfusards ? » - Prix franco : 100 F.

Échec au prof !

La vulgarisation historique est un genre d'utilité publique. C'est aussi un exercice délicat sinon difficile.

Une fois de plus, Pierre Miquel s'y est essayé avec l'autorité que lui confèrent son âge et ses titres académiques, titres complaisamment rappelés en quatrième de couverture de ses *Derniers Rois de l'Europe*.

De l'évocation des temps mythiques de la royauté au vingtième siècle régicide, l'auteur brosse un rapide tableau des racines royales avant de s'attarder aux dernières décennies qui ont vu disparaître tant de trônes. Ce « temps où finissaient les rois » (comme le nommait Apollinaire) est ensuite détaillé par grandes dynasties et par pays.

Mais voilà, qui trop embrasse mal étreint ! Nous ne nous prononcerons pas sur le ton, volontiers persifleur, ni sur les thèses développées (encore que... conclure *in fine* « Les rois sont un souvenir pieux, au mieux une survivance. Qu'on laisse dormir les nôtres à Saint-Denis ! » est pour le moins rapide et contestable).

Par contre nous ne pouvons passer sous silence les à-peu-près et les erreurs historiques manifestes. Ainsi, page 20, ce morceau de choix... Après avoir évoqué « les Belges, indépendants de la maison des Habsbourg d'Autriche par leur révolution du 4 octobre 1830 », Pierre Miquel affirme : « Mais la reine Victoria d'Angleterre, toute puissante en Europe, était elle-même issue de l'illustre famille allemande de Saxe-Cobourg et Gotha. Elle imposa aux Belges un prince de cette maison, son beau-frère Léopold ».

Permettons-nous donc de préciser à Monsieur Pierre Miquel que les provinces belges n'appartenaient plus aux Habsbourg depuis 1794, qu'ensuite elles avaient eu le temps d'être successivement razzées et occupées par les armées de la République française, départementalisées et saignées par Napoléon, et enfin annexées, par le Congrès de Vienne, aux Pays-Bas de Guillaume d'Orange-Nassau.

Ajoutons encore, puisque Monsieur le Professeur à la Sorbonne semble également l'ignorer, que la « toute

puissante reine » Victoria était en réalité une princesse de douze ans lorsque son oncle Léopold (et non « son beau-frère ») est monté sur le trône de Belgique le 21 juillet 1831.

Peut-on écrire, à propos de pays pourtant voisins, meilleur concentré d'âneries ? Tant d'erreurs grossières - qu'on aurait pu tolérer sinon excuser sous la plume d'un vague journaliste ou d'un quelconque nègre de Président de la République - sont



♦ Léopold I^{er}, roi des Belges et oncle de la reine Victoria... pour le malheur de Pierre Miquel.

lorsqu'elles sont signées par Pierre Miquel, agrégé d'histoire, docteur ès lettres, professeur à la Sorbonne...

Décidément, le dernier livre de Pierre Miquel est à l'Histoire ce qu'un article de *Paris Match* est à la littérature.

Christian LIBENS

Pierre Miquel, « Les derniers Rois de l'Europe », Robert Laffont, Prix franco : 120 F.

Que retenir de l'affaire Dreyfus ?

L'affaire Dreyfus vient donc de faire encore, un siècle après la condamnation du capitaine, une nouvelle victime en la personne d'un officier supérieur, responsable des études historiques de l'armée. Malheureusement pour lui, le texte qui lui a valu la sanction de François Léotard n'est pas de ceux qui méritent de rester dans les mémoires. Approximatif dans sa relation des faits, parfois inexact, il est surtout d'une grande médiocrité. Là même où il pouvait susciter la discussion, il la décourage. Pourtant comme tel, il continue à s'inscrire dans le traumatisme qui sonna littéralement l'institution militaire et bouleversa le pays. L'anniversaire de l'Affaire est une nouvelle occasion de réfléchir à cette prodigieuse histoire à rebondissement qui défie l'imagination des meilleurs romanciers et surtout de tenter de comprendre pourquoi il fut à l'origine de tant d'aveuglement et de haine. Un des mérites de la nouvelle édition refondue de l'ouvrage de Jean-Denis Bredin (1) est de nous faire saisir pourquoi l'armée - et avec elle, ceux qui la soutinrent jusqu'au bout dans son refus de rendre justice à un innocent - fut la victime de son propre égarement.

Certes, comme l'a justement rappelé Madeleine Rebérioux, il y a deux phases dans le combat des défenseurs du capitaine Dreyfus. La première réunit le tout petit nombre de ceux qui sont persuadés de l'innocence et qui luttent au milieu de l'hostilité générale, pour la révision du procès. A ce moment, Jean Jaurès regrette que la peine de mort ne soit pas applicable dans le cas d'une trahison militaire. Mathieu Dreyfus, le frère indomptable, l'admirable Bernard Lazare, Edgar Demange le premier avocat, Auguste Scheurer-Kestner le vétéran alsacien, Joseph Reinach, ils sont une poignée à organiser la défense, ne renonçant d'abord que de déconvenues et suspicion. Plus tard, il est vrai que la France sera divisée en deux et qu'un véritable syndicat poura mener la bataille avec des voix et des chefs de file considérables : Émile Zola et Anatole France, Jaurès et Clemenceau. Que la politique ait alors pris le pas sur la mystique, selon l'expression de Péguy, n'est pas douteux, encore que c'était inévitable. Mais il importe de se souvenir qu'avant d'être une bataille politique, l'affaire Dreyfus fut le combat de quelques uns pour l'innocent persécuté.

Si Demange, catholique conservateur, accepte de défendre « le traître », ce n'est sûrement pas pour chercher querelle à l'armée. Son client d'ailleurs, qui a la religion de l'état militaire et de la patrie, serait le dernier à accepter qu'on s'en prit à la hiérarchie qu'il rêve. On a prétendu que Dreyfus, s'il n'avait pas été la victime, eût été antidreyfusard. Dans le paradoxe, il y a quelque chose de vrai : « Aux pires moments vécus à l'île du Diable, il écrit encore que l'ignoble traitement qui lui est réservé serait trop doux s'il avait été un traître » écrit Jean-Denis Bredin qui poursuit : « Mais il eut été sans doute incapable d'admettre que l'honneur de l'Armée exigeait la condamnation d'un innocent, ou qu'il fallait sacrifier quiconque à la raison d'État ». C'est toute la question. L'immense et impardonnable responsabilité de l'État-Major consiste à avoir lié l'honneur militaire, la loyauté et le patriotisme à une imposture judiciaire qui se retournerait - par une sorte de justice immanente - contre lui-même ainsi qu'une machine de guerre. Il arrive parfois que l'artificier soit ainsi mis en charpie par sa charge d'explosif. Tout se passera comme si dans ses mensonges, l'État-Major, et ses acolytes, n'étaient réduits qu'à fabriquer de nouveaux stratagèmes, des faux grossiers pour soutenir une accusation qui s'effondre.

Étrange logique de l'inconditionnalité qui oblige le jeune journaliste Charles Maurras à faire l'éloge du malheureux colonel Henry qui s'est suicidé, après avoir avoué qu'il avait fabriqué une preuve pour mieux étouffer la culpabilité. Maurras n'a jamais parlé de « faux patriotisme » mais il s'est engagé dans une dangereuse et perverse dialectique, à l'exemple d'ailleurs de toutes les autorités et de toutes les institutions qui ont fait de l'accusé un traître définitif, en dépit de ses vertus contraires. Le parti antidreyfusard peut certes se réclamer de ses vertus civiques. Mais que deviennent des vertus lorsqu'elles s'associent au déni de justice et à l'écrasement de la vérité ? Quoi qu'on veuille et quoi

qu'on en dise, et malgré certaines circonstances atténuantes non négligeables, le nationalisme qui à l'époque se fonde dans un combat sans merci pour l'armée et la patrie, demeurera marqué par une faute originelle indélébile. Barrès qui joue un rôle important de ce côté là, porte sans doute une grande part de responsabilité. Il y a l'antisémitisme et l'impardonnable article sur la dégradation : « Il n'est pas de ma race. Il n'est pas né pour vivre socialement ». Mais il y a aussi cette invraisemblable théorisation du combat contre les intellectuels qui prennent alors leur essor au service de la cause dreyfusarde : « Les intellectuels, dit-il, sont un déchet fatal dans l'effort tenté par la société pour créer une élite : dans toute opération il y a ainsi un pourcentage de sacrifiés ». C'était pure folie d'opposer ainsi l'intelligence à l'instinct (celui d'une race ?) et à l'autorité qui aurait donc tous les droits, y compris celui de couvrir l'injustice et de refuser les critères de la raison scientifique. Émile Durckheim répliquant à ceux qui reprochaient aux intellectuels leur intrusion en force dans la vie publique, opposait, non sans justesse, le refus naturel de ceux qui pratiquent la méthode scientifique de céder aux entraînements de la foule et au prestige de l'autorité. Le maoïsme connaîtra aussi ce genre d'excès avec son populisme frénétique (« seul le peuple est savant ») et avec l'envoi des universitaires aux sains travaux des champs.

Un siècle plus tard, on se demande comment la hiérarchie militaire qui n'était pas composée de d'imbéciles a pu se mettre dans un pareil mauvais cas. Les raisons affirmées par l'État-Major sont si mauvaises, sa persévérance dans l'erreur si aberrante que des explications nouvelles, des hypothèses plus ou moins astucieuses sont régulièrement avancées pour expliquer qu'il y avait une autre affaire, derrière l'Affaire. La dernière tentative a d'ailleurs séduit Michel Winock qui vient de publier l'ouvrage de Jean Doise. Il faut reconnaître que l'argumentation est assez bien ficelée, même si en définitive il ne s'agit que de présomptions. L'État-Major aurait fabriqué tout le montage autour du bordereau, afin de détourner l'attention des Allemands du véritable danger qui les attendait pour la prochaine guerre, c'est-à-dire le canon de 75. Ainsi s'expliquerait, entre autres, le rôle de ce personnage invraisemblable qu'est Esterhazy protégé par l'armée en dépit de ses liens avec l'ambassade d'Allemagne (2). Mais rien n'est vraiment prouvé.

On ne peut négliger la dimension antisémite de l'Affaire, qui atteindra des dimensions hyperboliques (qui retomberont aussi vite, il faut le dire). Cela fait partie des caractères irrationnels d'un événement où la passion domine. Alfred Dreyfus est juif certes mais il n'a jamais admis que son appartenance familiale aille à l'encontre de son appartenance nationale. Il est juif solidement intégré, fier d'appartenir à l'armée française, persuadé jusqu'au bout que mieux renseigné le général de Boisdeffre le sortira de cette affreuse aventure. Quant à la communauté juive de France, c'est peu de dire qu'elle ne se mobilise pas spontanément pour l'un des siens. Lazare et Reinach sont des francs tireurs. Les nationalistes en dénonçant une entreprise juive de subversion ont donc commis une autre imposture et provoqué une réaction populiste de style raciste comme la France en a peu connue.

Sans doute la nation pouvait-elle se sentir menacée, vu les conditions internationales d'alors. Et Péguy a été féroce pour la déviation d'une partie non négligeable du dreyfusisme qui s'est détournée de la cause de l'innocence pour s'investir dans l'antipatriotisme. Il reste à trouver le meilleur remède au délire. On ne le trouvera pas dans le déni de la nation. Jacques Julliard a quelques bonnes pages là-dessus dans son dernier livre (3). Si l'Affaire pouvait nous aider à y voir plus clair dans la pathologie nationaliste, ce serait un grand service que nous rendrait ce qu'Anatole France appelait « un moment de la conscience humaine ».

Gérard LECLERC

(1) Jean-Denis Bredin « L'Affaire » - Ed. Fayard - Prix franco : 210 F.

(2) Jean Doise - « Un secret bien gardé » - Le Seuil - Prix franco : 138 F.

(3) Jacques Julliard « Le fascisme qui vient » - Le Seuil - Prix franco : 105 F.



La fin d'une certaine Europe !...

La leçon la plus fréquemment dégagée des études consacrées à « Vienne, fin de siècle » - pour reprendre l'expression de C.F. Schorske (2) - est celle de Vienne, berceau de la modernité.

Michael Pollak n'échappe pas à cette règle tout en se distinguant par la contribution qu'il veut apporter à « l'histoire sociale de la vie artistique... (dans) le contexte viennois » en mettant l'accent sur « les modes de gestion de l'identité artistique et sexuelle ».

Il insiste justement sur la concordance entre les tentatives d'un renouveau politique et l'action des avant-gardes artistiques et intellectuelles. De même, il souligne l'importance des sentiments patriotiques des milieux culturels et leur incapacité à « penser l'appartenance au groupe germanophone, voire le simple usage de l'allemand comme instrument de travail, autrement qu'en termes de supériorité intellectuelle ».

Un des éléments importants de cette époque est constitué par « la communauté juive viennoise... qui devient un des groupes les plus loyalistes de l'Empire » ; Empire dont « la fragilité politique » est révélée ici par un antisémitisme particulièrement marquant.

A travers les écrits intimes que constituent les correspondances, les journaux et des oeuvres littéraires souvent autobiographiques, M. Pollak éclaire bien le questionnement quasi permanent des intellectuels vis-à-vis de leur identité nationale, artistique ou sexuelle. Les extraits de ces écrits constituent à peu près 50 % de l'ouvrage ; sont particulièrement présents Arthur Schnitzler, Théodore Herzl, Karl Kraus, E. Hanslick, Hugo von Hofmannsthal, Sigmund Freud. Sans oublier les artistes dont M. Pollak souligne l'importance, tels Klimt, Otto Wagner, Mahler ou Richard Strauss.

Il n'est pas aisé de tirer une leçon

L'ouvrage de Michael Pollak, « Vienne 1900 » (1), fait partie de la longue liste des écrits consacrés à cette ville et à cette époque charnière de l'histoire européenne.

unique voire unitaire de cette période qui éclaire, et avec quelle acuité, les réalités de l'Europe de notre fin de siècle. Autant d'éléments précurseurs, tel cet écartèlement qu'éprouvent les intellectuels viennois entre une culture autrichienne, incapable de s'exprimer nettement dans les moments cruciaux de la vie politique autrichienne et européenne, et la culture germanophone. Un des tenants de la génération de l'après-guerre de 14/18.

Robert Musil, dont il ne faut pas oublier l'attraction pour Berlin, dénonce « l'imposition de cette culture autrichienne toujours opposée à la culture allemande ».

La première guerre mondiale éclairera d'un jour nouveau les contradictions vécues par les milieux culturels viennois.

Il a souvent été mis l'accent sur les conséquences négatives du démantèlement de l'Empire Austro-Hongrois voulu par les vainqueurs de 1918. Les événements actuels, qui ont lieu dans l'Est européen, ne peuvent que renforcer l'opinion admise quant à ces conséquences.

Isoler le champ viennois dans

l'espace et dans le temps est bien sûr une opération nécessaire à l'analyse de « Vienne fin de siècle ». Ceci fait, il paraît indispensable de replacer ce champ dans une vision globale de l'histoire européenne qui, née avec l'ère chrétienne, connaît vraisemblablement ses derniers instants en cette fin du XX^e siècle.

Les limites du présent article ne permettent que d'éclairer quelques points importants :

L'année 1917 semble en être un

par les événements qui la marquent :

- la déclaration Balfour qui est l'acte de « conception » de l'État d'Israël ;

- la révolution bolchevique qui marque la « naissance » du communisme russe ;

- l'extériorisation des États-Unis par leur intervention sur le champ européen de la

1^{re} guerre mondiale, ouvrant ainsi sa période « communelle ».

En regard de ces événements (relevés par Raymond Abellio dans son dernier ouvrage), la fin de l'Empire Austro-Hongrois, qui intervient en 1919, apparaît inéluctable. Un nouveau champ naît - États-Unis-Europe-Russie - marquant la fin des prétentions universelles de l'Europe occidentale.

Le rôle de l'Empire pendant la

période 1789/1919, toujours en suivant R. Abellio, semble être celui d'un ralentisseur à la désorganisation de l'Europe - particulièrement en 1815.

Autre point éclairant la position particulière de l'Empire dans l'Europe occidentale de la fin du XIX^e siècle : ne vit-il pas les prémisses de la décomposition esthétique de notre temps ?

Dans la postface à cette nouvelle édition de son ouvrage, M. Pollak souligne la « connotation émotionnelle qui accompagne... » ce qu'on pourrait nommer la « viennomanie » qui a particulièrement marqué la France des années 1880.

Cette émotion n'est-elle pas la marque d'un sentiment plus ou moins confus chez les Européens de la fin du XX^e siècle du signe de leur propre fin ?

M. Pollak met également l'accent sur la distinction entre « modernité » et « avant-garde » (ce qui nous ramène à « Vienne, berceau de la modernité »), cette dernière n'appartenant qu'à l'Europe occidentale alors que la première notion « appartient au domaine européen en son entier ».

Pour reprendre l'analyse de Raymond Abellio, en guise d'une conclusion toute provisoire, et en retenant l'hypothèse de Vienne représentante d'une modernité née au XII^e siècle selon M. Pollak - je pencherais plutôt pour le XIII^e qui voit la naissance de l'Europe occidentale - n'est-elle pas le révélateur d'une crise communelle qui affecte cette même Europe occidentale entre 1815 et 1945 ?

Pierre LIMOUSI

(1) Réédité dans la collection Folio/Histoire - prix franco 43 F.

(2) Carl E. Schorske, « Vienne, fin de siècle », le Seuil, 1983.

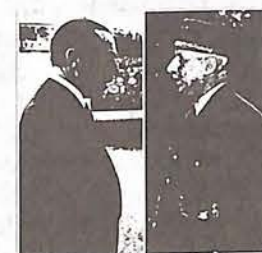
(3) R. Abellio, « Manifeste de la nouvelle gnose », Gallimard, 1989. Dans cet ouvrage posthume, Abellio reprend les notions de « conception », « naissance », « baptême », « communion » qu'il applique aux différents champs constitués par les civilisations.



Comte de Paris Général de Gaulle

DIALOGUE SUR LA FRANCE

Correspondance et entretiens 1953-1970



Par un extrait du XX^e siècle

FAYARD

On trouvera dans cet ouvrage la correspondance et les comptes rendus des entretiens entre le général de Gaulle et le comte de Paris entre 1953 et 1970.

Ces documents éclairent d'un jour nouveau les rapports entre les deux hommes et permettent de préciser comment et dans quelles conditions le général de Gaulle a songé à faire du comte de Paris son successeur.

La haute tenue des propos et l'élévation de pensée des deux interlocuteurs, mus l'un et l'autre par la même passion de la grandeur de la France, restent un exemple et une source de réflexion pour le lecteur d'aujourd'hui.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Codex/Ville :

commande ex. de « Dialogue sur la France » au prix de 135 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris

ÉPINGLETTES

NOUVEAU

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut

- Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut

- Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut

- Double coeur vendéen (vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.

- Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

- Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond émail bleu) - 10 mm de haut.

- Grandes armes de France (émail or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

- Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

- Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

ABONNEMENTS INVENDUS

Souscrivez à un « abonnement-invendus ». Vous recevrez tous les quinze jours cinq ou dix exemplaires du numéro précédent de *Royaliste* pour les diffuser autour de vous et faire ainsi connaître notre journal.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 9 mars - Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales et historien du catholicisme, Émile POULAT a publié voici quelques années un ouvrage majeur sur la laïcité. Très régulièrement, et tout récemment encore à l'occasion du récent conflit sur la question scolaire, la question de la laïcité ressurgit. Émile Poulat exposera « la nature et les enjeux de la laïcité française »... qui n'ont pas fini d'alimenter le débat.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

CONGRÈS

Le congrès des adhérents de la NAR aura lieu à Paris les 19 et 20 mars prochains. Il sera principalement consacré cette année à deux thèmes de travail : « L'aménagement du territoire » et « la défense nationale ».

Rappelons à nos lecteurs que la participation au congrès est strictement réservée à nos adhérents... et qu'il n'est pas trop tard pour adhérer à la NAR ! Demandez nous le formulaire de demande d'adhésion.

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992)

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco :

format 10x15 : 16 F

format 13x18 : 30 F

format 20x30 : 58 F.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles parus dans « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « *Royalisme, royalistes et royauté* », « *Immigration et citoyenneté* », « *Éducation* », « *Écologie* » et « *Corse* ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « *La N.A.R. en textes* » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

Le basculement

Pour Édouard Balladur, l'état de grâce s'était définitivement achevé au matin du 16 janvier, lorsque se rassembla l'immense manifestation pour la défense de l'enseignement public. Depuis la mi-février, nous assistons à un basculement qui se produit en raison de l'accumulation des erreurs et des fautes du gouvernement, mais aussi pour de mauvaises raisons. Commençons par ces dernières, qui se nomment sondages.

A l'époque de la gauche, nous avions dénoncé la prétendue méthode des sondages, qui est dépourvue de rigueur scientifique et qui constitue une imposture majeure quant à la démocratie (1). Nous ne saurions donc tirer argument de la baisse de popularité sondagière du Premier ministre : sa mauvaise cote est à considérer non pour ce qu'elle révélerait de l'opinion publique - qui est plus complexe qu'un relevé de oui et de non - mais seulement pour les impressions qu'elle suscite. Des sondages négatifs stimulent les oppositions, dynamisent les rivaux du Premier ministre, et modifient l'attitude des médias - désormais moins respectueux des pouvoirs institués qu'attentifs aux parts de marché.

Que le Premier ministre vacille à cause des effets pervers d'une manie sociale ne saurait excuser l'étonnante succession des erreurs et des fautes qui provoquent un mécontentement croissant et des révoltes ouvertes.

RÉVOLTES

Après la désastreuse manœuvre sur le terrain scolaire, la gestion calamiteuse de la révolte des marins-pêcheurs - marquée par des violences que les autorités politiques et administratives n'ont pas su éviter. Après l'admonestation adressée à un patronat qui reçoit des dizaines de milliards sans donner de contreparties, la mise en place d'un SMIC-jeunes qui permettra aux patrons de tirer profit en toute légalité d'une main d'oeuvre à bas prix. Autant

d'économisé pour l'achat de voitures de société qui, on l'a oublié, bénéficie de facilités octroyées par l'État...

Je ne sais si M. Balladur agit par obstination ou sous l'effet de la panique. Mais il est sûr qu'il alimente une colère sociale qui est de plus en plus nettement tournée contre lui. Est-il besoin de souligner que l'affaire Canal Plus lui a fait perdre, dans l'opinion publique, sa réputation de garant de « l'État impartial » ? Non seulement le Premier ministre fait placer ses hommes-liges dans l'audio-visuel public, mais il accepte (le mot



est faible) que ses amis mettent la main sur une chaîne privée dont la réussite est manifeste et dont l'insolence est appréciée par tous les Français. Décidément, M. Balladur connaît bien mal le pays qu'il est censé gouverner (2)

Nul ne saurait ne réjouir de cette méconnaissance et de cette incapacité. Elles engendreront nécessairement des réactions d'une violence croissante. Le gouvernement devine le danger, et redoute la contagion des révoltes. Mais sa politique économique augmente la précarité des situations sociales et accélère les processus d'exclusion. Mais, sous les apparences d'une politique de la ville qui se réduit maintenant aux effets d'annonce de Simone Veil et aux coups de bâton de Charles Pasqua, on pratique des suppressions systématiques de subventions aux associations qui agissent

dans les banlieues déshéritées. C'est prendre le risque terrible d'une évolution à l'américaine, vers la constitution de ghettos dans lesquels opéreront des bandes armées.

A l'épreuve, M. Balladur apparaît comme un homme sans projet politique (ce que chacun a pu vérifier lors de son « Heure de vérité »), vite désorienté par la violence sociale, agissant de manière contradictoire et soutenu de manière aléatoire par les partis au pouvoir et la classe dominante. Nul ne sait si l'effet de bascule dont il est aujourd'hui victime provoquera une chute lente ou rapide. Mais il importe de songer dès à présent à une véritable alternative politique au conservatisme balladurien.

PROJET

Des dirigeants de la gauche plus rien n'est à attendre puisque la presse nous apprend qu'ils n'ont pas encore choisi entre « culture de gouvernement » et « culture d'opposition » - faux débat qui serait immédiatement dépassé si ces messieurs avaient une conviction. Manifestement, ils n'en ont pas, ou plus. Voici longtemps que nous le disons, et que nous espérons qu'un nouveau projet pour la France soit formulé de manière cohérente. Nourri de la meilleure tradition gaullienne, le voici esquissé par Philippe Séguin. Conception arbitrale du chef de l'État exprimée à partir du dialogue entre le comte de Paris et le général de Gaulle (3), nouvelle politique économique et sociale, construction de la grande Europe : voici que se rassemblent les éléments d'une politique fondée sur la fidélité et animée par une volonté de renouvellement. Sans préjuger de nos choix futurs, nous ne pouvons y rester indifférents.

Bertrand RENOUVIN

(1) Lire ou relire l'ouvrage de Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Éditions de Minuit.

(2) Deux amis, serviteurs éminents de l'État, m'ont fait remarquer à la suite de mon éditorial du n° 615 que M. Pinay, bourgeois d'industrie solidement implanté dans la province française, ne peut être comparé à un homme qui a fait carrière comme éminence grise et qui ne connaît pas son pays. Dont acte !

(3) cf. *Quel président pour la République*, *Le Monde* du 21/2/1994.